

20241205 Rue89 Lyon

<https://www.rue89lyon.fr/2024/12/05/pour-la-fete-des-lumieres-pres-de-400-enfants-dorment-a-la-rue-dans-la-metropole-de-lyon/>

Pour la fête des Lumières, près de 400 enfants dorment à la rue dans la métropole de Lyon

Alors que le gouvernement Barnier vient d'être censuré, rendant les incertitudes budgétaires encore plus fortes sur l'hébergement d'urgence, près de 400 enfants dorment à la rue dans la Métropole de Lyon. Un chiffre record.

Rue89Lyon



Julie porte fièrement sa pancarte pendant le rassemblement du 31 juillet devant la Métropole de Lyon (Lyon 3e). Du haut de ses 7 ans, elle se sent à la fois « triste et en colère » de savoir que d'autres enfants dorment dans la rue. Photo : Justine Machado

L'hiver s'annonce rude dans la métropole de Lyon. Alors que le drame de [l'incendie d'un squat à Caluire](#) a tragiquement remis en avant la problématique de l'hébergement d'urgence dans l'agglomération, la question des enfants à la rue revient, elle aussi, en force à l'approche de l'hiver.

Selon un décompte effectué par [Jamais sans toit](#), 375 enfants dorment à la rue dans la métropole, dont 39 sont âgés de moins de trois ans. Une augmentation « de 15% [par rapport à l'année 2023](#), qui avait déjà été une année record. « C'est trois fois plus qu'il y a trois ans », note encore Jamais sans toit.

Selon le collectif, la moitié d'entre eux sont hébergés dans des établissements scolaires de l'agglomération. Une habitude à Lyon depuis plusieurs années. Une vingtaine d'établissements sont occupés.

Enfants à la rue à Lyon : des établissements scolaires occupés

Rien que sur la deuxième quinzaine de novembre, neuf élèves accompagnés par le collectif ont investi le collège Paul-Émile Victor de Rillieux-la-Pape. Trois autres occupent l'école de la Sarra, à Lyon 5^e. Et l'instabilité politique actuelle n'incite pas à l'optimisme.

« L'engagement pris par le gouvernement en 2022 qu'aucun enfant ne dormirait à la rue n'a jamais été tenu. L'an dernier, l'adoption d'un amendement visant à créer 10 000 places d'hébergement d'urgence avait été balayé par un 49.3. Début janvier 2024, en pleine vague

de froid, le ministre du Logement de l'époque avait promis 120 millions d'euros. Personne n'en a jamais vu la couleur. Quant au budget pour l'année qui vient... »
Communiqué de Jamais sans toit, en date du 4 décembre

Plus encore que l'hébergement d'urgence en tant que tel, la question des enfants à la rue est un gros point de friction entre les collectivités locales et l'État. Si beaucoup de collectifs reconnaissent le travail fait par la Ville de Lyon sur ce sujet, l'objectif (de début de mandat) du [zéro enfant à la rue](#) semble, chaque jour, s'éloigner de plus en plus à Lyon, comme dans la métropole.

Un bras de fer entre Ville et État

Cette année, la Ville a même demandé l'expulsion de certains de ses gymnases, occupés par le collectif Solidarité entre femmes à la rue. Des actions qui ont, par moment, crispé les relations entre militant·es et élu·es.

Face à cette situation, plusieurs députés ont déposé une proposition de résolution pour obliger l'État à trouver un toit pour ces enfants. Elle est notamment portée par la députée de la 3e circonscription du Rhône, Marie-Charlotte Garin (NFP-Les Écologistes). Celle-ci espère que le vote se déroule lors d'une niche parlementaire transpartisane ou du groupe Les Écologistes, au plus tôt début 2025.

En attendant, les parents continuent à se mobiliser. Une manifestation est notamment prévue vendredi 6 décembre, à 12 h 30, devant le collègue Paul-Émile Victor.

Enfants sans-abri à Lyon : un casse-tête insoluble sans l'État ?

[*« Collomb ne l'avait jamais fait » : à peine occupé, un gymnase expulsé en pleine nuit à Lyon*](#)

[*Un gymnase de la Ville de Lyon occupé par des femmes et des enfants sans-abri*](#)

[*Marie-Charlotte Garin : « Un abandon de poste de l'État » sur les enfants sans-abri à Lyon*](#)
